

Bruxelles, le 29.9.2015
C(2015) 6590 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.9.2015

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur le
11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.9.2015

relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement, et notamment son article 9,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République de Guinée pour la période 2014-2020¹, dont le point 3 établit les priorités suivantes: 1) Restauration de l'autorité de l'Etat, 2) Assainissement urbain et 3) Santé. Par ailleurs, des mesures d'appui sont prévues incluant une stratégie de sortie du secteur des transports routiers, un programme d'appui à l'ordonnateur national et une facilité technique de coopération ayant pour but d'accompagner la programmation, préparation et mise en œuvre des actions.
- (2) La mesure financée au titre du 11^e FED² se situe dans un contexte particulier dans lequel le pays a été confronté avec une crise sanitaire avec des répercussions graves sur la vie socio-économique et les finances publiques. Cette mesure vise donc à aider le Gouvernement à consolider la démocratie du pays en mettant un accent particulier sur le bon déroulement des élections présidentielle et locales, ainsi que de prévoir un renforcement des institutions démocratiques.
- (3) L'action intitulée "Programme d'Appui aux Elections et aux Institutions Démocratiques" vise la consolidation de la démocratie en République de Guinée au travers d'un déroulement optimal des élections présidentielles et communales/locales et le renforcement de l'Etat de droit au travers d'institutions démocratiques fortes, démocratiques et légitimes. L'objectif spécifique est de contribuer à un déroulement optimal des élections présidentielles et locales à travers le renforcement des capacités des parties prenantes, la restauration de la confiance entre les acteurs, l'appui logistique au processus électoral et l'éducation citoyenne de la population et des électeurs en particulier. L'action sera mise en œuvre à travers une gestion indirecte avec le Programme des Nations Unies pour le Développement et une gestion directe d'une subvention.

¹ Décision C(2014) 9205 final du 02.12.14

² Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission³ applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012. Le programme de travail est constitué de l'annexe 1 (section 5.4.1).
- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.
- (7) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Une subvention sera attribuée à European Centre for Electoral Support.
- (8) Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie par la situation de crise dans laquelle se trouve le pays (en conformité avec l'article 190 paragraphe 2 des règles d'applications). L'attribution directe apparaît également nécessaire du fait de l'urgence d'appuyer les processus électoraux dont le 1er tour de l'élection présidentielle est prévu le 11 octobre 2015. Le choix du Centre Européen d'Appui aux Processus Electoraux (ECES) pour la mise en œuvre du volet 1 « Appui à la démocratisation et à la sensibilisation des citoyens et des médias » est justifiée en raison de sa présence en Guinée, de son appui permanent au renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale et de son expérience avérée en matière d'accompagnement des processus démocratiques et des élections. Son réseau d'experts et de partenaires rapidement mobilisable en fait un partenaire privilégié du fait de ses compétences techniques et de sa spécialisation.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (10) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (11) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les

³ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne⁴.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe : Programme d'Appui aux Elections et aux Institutions Démocratiques en République de Guinée (PIED)

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 14 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n°1268/2012.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

⁴

JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 29.9.2015

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission